

Histoire du Centre de Contact

- 1) 1973-74 : situation générale
mon mandat au CSP
campagne votation AN en octobre 74

les demandes des immigrés :

- a) un lieu de rencontre pour se connaître
- b) " " " " pour s'exprimer
- c) " " " " pour se défendre

= 1^{re} phase : prise de conscience
regroupement
défense

le Centre de Contact était né

- 2) 1974-82
- Campagne récolte de signatures Etre Solidaires
 - Examen projet de loi
 - Prud'hommes
 - Pétition des immigrés
 - Campagne votations Etre Solidaires

= 2^e phase : combat politique offensif
rassemblement des forces

le Centre de Contact voit ses membres collectifs diminuer
mais se structure consultations individuelles
1/2 poste permanent dès 1981
: groupes de travail

- 3) 1981-1983
- les résultats des votations
 - ~~intégration~~ nouveaux domaines d'action : intégration
culturelle

= 3^e phase : recommencement à la base
: être présents dans les quartiers, se faire connaître
au niveau local

le Centre de Contact devient interlocuteur valable

On m'a demandé de vous présenter l'histoire du Centre de contact et ses péripéties pendant ces dix dernières années, puisque c'est en 1973 que le Centre de contact a commencé d'exister.

Je vais essayer de vous raconter cette histoire, en la divisant en trois périodes. Une première période de lancement, en 1973 - 1974. Une deuxième période, 1974 - 1981 - 1982. Et la troisième, 1981 - 1982 à maintenant et à plus tard.

Lorsque j'ai été engagé ici à Genève par le Centre social protestant, on m'a donné comme mandat, comme cahier des charges, de voir ce qu'il y avait à faire au niveau collectif avec les immigrés à Genève. Il n'existait rien, il y avait des ^{centres de} contacts qui existaient ailleurs en Suisse, mais à Genève il n'y avait rien.

Par conséquent, ma première tâche à partir d'octobre 1973 a été de prendre contact avec les différentes organisations des immigrés à Genève, italienne, espagnole, portugaise, yougoslave, turque et grecque etc et voir qu'elles étaient leurs besoins, leurs désirs.

Je rappelle qu'en 1973, il y avait deux à deux ans et demi qu'avait eu lieu la première votation Schwarzenbach, l'initiative xénophobe et que se préparait une deuxième votation en 1974, la deuxième votation xénophobe de l'Action nationale. Donc, nous étions dans cette période de tension xénophobe en Suisse et cela se ressentait très fortement parmi les associations d'immigrés à cette époque qui avaient en fait trois demandes :

Ils disaient, nous avons besoin d'avoir un lieu pour nous regrouper, car nous, de nationalité différente nous ne nous connaissons pas. Italiens, portugais, espagnols en particulier, nous ne sommes pas qui nous sommes, nous ne nous connaissons pas et nous sommes confrontés aux mêmes problèmes. Donc, nous avons besoin d'un lieu pour nous connaître, ensuite nous avons besoin en nous connaissant d'avoir un lieu pour pouvoir dire ce que nous ressentons (toujours dans ce climat xénophobe) et enfin nous avons besoin d'avoir dans ce lieu la possibilité de nous défendre. Parce que jusqu'à présent, en tout cas c'était la situation à Genève, en 1970 par exemple, il y avait eu une grève des travailleurs ^{dans le bâtiment} pour des questions de logement et de travail et les meneurs de cette grève à la ?? ^{Musica} avaient été expulsés. Il y avait donc une certaine crainte dans l'immigration d'osé

prendre position. Nous avons décidé de créer ce Centre de contact qui avait comme but de permettre aux immigrés de se regrouper, de s'exprimer et de se défendre. Cela a été la première phase, que j'appellerais la phase de prise de conscience, de regroupement et de défense. En effet, les premières actions du Centre de Contact en 1974 ont été de participer à la campagne contre l'Action nationale, donc si vous voulez, en automne 1973 et printemps 1974, cela a été les discussions, la mise en salle, l'organisation des statuts et du Centre de contact et dès l'été, participation à la campagne contre l'Action nationale et pour la première fois le Centre de contact publiait des prises de position, participait à des tables rondes, avait des articles dans les journaux ce qui n'avait pas été le cas en 1970, les immigrés s'exprimaient.

Mais, à cette époque, je le souligne, les immigrés s'exprimaient que par Suisses interposés. C'est-à-dire que c'était encore nous, Suisses, qui étions au Centre de contact et qui parlions pour les immigrés, eux, n'osaient pas. Ils n'osaient se présenter devant la presse, dans les journaux à la TV, c'était des Suisses qui faisaient ce travail.

Première phase, regroupement des forces :

Le centre de contact était né et tout de suite après octobre 1974, où je le rappelle l'initiative de l'Action nationale avait été repoussée par deux tiers des votants contre un tiers acceptant. Le centre de contact est tout de suite parti vers la campagne de récoltes des signatures pour "Etre solidaires". En 1974, c'était le lancement de l'initiative Etre solidaires, c'était la récolte de signatures, (je ne reviens pas sur les péripéties). Mais, à Genève, au lendemain du 20 octobre 1974, nous lançons la récolte des signatures. Pendant l'automne et l'hiver 74 - 75, nous avons tenu des stands, nous avons récolté près de 10'000 signatures pour l'ensemble d'Etre solidaires.

Et, ce qui a été intéressant c'est que pour la première fois à Genève, en tous cas d'une manière officielle, les immigrés étaient dans la rue, récoltaient des signatures. Je me souviens très bien que, à cette époque, ce n'était pas aussi évident que cela, et que notre groupe d'une cinquantaine de personnes avait fait très attention qu'il y ait toujours un Suisse ou une Suissesse à chaque table, à chaque endroit dans la rue on l'on récoltait les signatures pour qu'au moins on ne laisse pas l'immigré tout seul, qui risquait

peut-être de se faire agresser ou attraper par la police. C'était un peu le climat à cette époque, pour la première fois, des immigrés se trouvaient dans la rue à récolter des signatures pour Etre solidaires.

Cela a été très mobilisateur, car tout le monde se sentait concerné, l'Action nationale avait été rejetée (initiative), Etre solidaires proposait une nouvelle politique à l'égard des étrangers ce qui nous paraissait être un grand pas en avant, il y avait ici à Genève une mobilisation. Non seulement les immigrés, mais les Eglises, les partis politiques de gauche et également d'autres groupes intéressés par les problèmes d'immigration faisaient partie d'Etre solidaires.

J'avance, en disant que dans cette deuxième phase, 1974 - 1981, nous avons ensuite, tout en continuant à faire le travail interne au Centre de Contact, c'est-à-dire regrouper les associations d'immigrés, on est arrivé à avoir dans ces années-là, plus de 20 associations d'immigrés qui faisaient partie du Centre de Contact (italiennes, espagnoles et portugaises). Nous n'avions ~~pas~~ ni turcs, ni grecs ni yougoslaves pour différentes raisons. Les turcs étaient vraiment trop peu nombreux, n'étaient pas organisés, les yougoslaves étaient organisés au niveau de leur consulat et ne pouvaient pas participer à une organisation privée comme celle du Centre de contact. Les grecs représentaient une immigration de commerçants, d'indépendants, d'ouvriers spécialisés, ils n'étaient pas intéressés par les problèmes de l'immigration.

Puis, après cette phase Etre solidaires proprement dite, nous nous sommes lancés dans tout le problème l'étude, l'examen, la prise de position par rapport à la nouvelle loi sur les étrangers, loi qui a été votée en juin dernier. Cela nous a pris beaucoup de temps. Ceci est au niveau Suisse. Au niveau genevois, plusieurs tentatives d'essayer de faire participer les immigrés à la vie publique. J'en soulignerai deux, il y a eu d'abord ici à Genève, une proposition au niveau du parlement, au Grand Conseil, de permettre aux immigrés, ^{d'élir} les juges prud'hommes et que les immigrés puissent aussi être juges. Dans les branches qui les concernent en particulier, le bâtiment. Donc, cela était des propositions faites par le parti démocrate chrétien qui ont été soumises au peuple et qui ont été refusées.

Ensuite, nous avons proposé une loi permettant de donner le droit de vote au niveau communal aux immigrés. Ce projet que j'avais présenté au Parlement a été refusé, repoussé à une écrasante majorité.

En même temps, les immigrés à Genève lançaient au niveau national, la pétition pour le droit de vote et la participation des immigrés à la vie politique, à la vie publique, pétition qui a recueilli à Genève 14'000 signatures. Là de nouveau cela a été pour l'immigration, pour le Centre de contact et les Suisses qui en faisaient partie, une occasion de redescendre dans la rue d'être présents, d'expliquer la situation des immigrés, parler du problème des immigrés au niveau cantonal. Les résultats n'ont pas été fameux, mais c'était quand-même ici à Genève des occasions de parler des problèmes des immigrés. Et, ~~toujours dans~~ Il s'agissait d'une pétition au niveau suisse mais comme le droit de vote et la participation étaient au niveau cantonal, chaque canton récoltait des signatures pour son Grand Conseil en 1980.

Pour résumer encore, je rappellerai que le Centre de contact a reformé le comité Etre solidaires ici même dans cette salle, que nous avons organisé toute la campagne pour Etre solidaires, votation des 5 et 6 avril 81. Nous avons à nouveau réuni ici un grand nombre d'organisations, de partis politiques, Eglises, syndicats et d'autres mouvements, tels que le MPF et que nous étions ici à Genève un groupe de 150 personnes environ qui avons fait cette campagne de votation pour Etre solidaires.

Je dirais donc que cette deuxième phase de Centre de contact a été la phase du combat politique et du combat offensif, par rapport à la première phase qui, a été défensive par rapport aux attaques des xénophobes. Cette deuxième phase a permis au Centre de contact d'"attaquer" (vous comprenez dd ce que je veux dire) de proposer des améliorations du statut des immigrés à Genève et en Suisse, de lutter pour Etre solidaires et le Centre de contact en même temps était le lieu qui rassemblait toutes les forces qui se préoccupaient de la situation des immigrés en Suisse.

Dans cette même période, 1974 - 1981, 82, cette période était une période de crise économique pour notre canton et donc la situation se transformait au niveau de l'immigration, c'est-à-dire qu'il y a un certain nombre d'immigrés qui ont quitté Genève. Parmi ces travailleurs qui quittaient Genève et notre pays, il y avait un certain nombre de leaders, un certain nombre de dirigeants immigrés qui rentraient chez eux, ils avaient trouvé un travail là-bas ou ils n'en avaient plus ici et donc, le Centre de contact avec ses 18 à 20 associations à ^{un peu fondu} au niveau de ses membres, en tous cas au niveau de ses membres collectifs, parce que des leaders de ces associations n'étaient plus là, c'était une nouvelle période de la vie de l'immigration chez nous, période où l'on a eu moins de personnes militantes qui se montraient concernées par les problèmes de l'intégration chez nous.

En même temps que cette diminution des membres collectifs du Centre de contact, ce dernier voyait sa structure affermie et son rôle en partie reconnu par les pouvoirs publics.

C'est en 1981 que nous avons eu le premier demi-poste permanent qui est tenu par un assistant social de l'Hospice général, cet organisme a détaché Ruedi à mi-temps au Centre de contact pour l'immigration et il est payé par l'Etat. Autrement dit, c'était une première phase de reconnaissance par les Autorités du travail du Centre de contact.

Conséquence également de cette campagne Etre solidaires: rassemblement de personnes. Le résultat de la votation nous le connaissons, il y a eu à ce moment-là un creux de la vague un peu de découragement, mais ici à Genève, nous avons quand-même réussi à garder avec nous un certain nombre ^{de} personnes toujours intéressées par le problème des immigrés et nous avons créé des groupes de travail. En particulier, un groupe de travail sur les prob. de l'école, la deuxième génération, un groupe de travail sur les saisonniers et les clandestins, un groupe de travail sur les questions sociales. C'est à cette même époque que ici au C. de contact, nous continuons ce travail collectif des intérêts et des droits des immigrés et que nous ouvrons les consultations sociales et juridiques pour les immigrés parce qu'on s'est rendu compte que par rapport à l'immigration à la population d'immigrés que nous avons ici, nous ne pouvions pas

faire que du collectif, mais qu'il fallait aussi donner un peu de temps et de l'importance aux problèmes individuels. Des associations d'immigrés italiens ou espagnols ouvraient des consultations sociales gratuites pour les immigrés de leur pays. L'évolution s'est faite de telle manière si bien que maintenant nous avons toujours ces consultations, mais que nous avons des professionnels, des avocats, des juristes qui viennent à côté des permanents italiens et espagnols, des juristes qui viennent aussi donner des consultations mais avec leur formation professionnelle.

Voilà donc cette deuxième phase que l'on peut étendre jusqu'à la votation de la loi en juin dernier, mais cette deuxième phase était la phase du rassemblement de toutes les forces suisses et immigrées à Genève et cette phase de combat offensif. Base également de reconnaissance officielle du Centre de contact qui garde toujours sa parfaite autonomie et sa parfaite liberté. Ce n'est pas parce que nous avons obtenu ce demi-poste et des subventions que nous sommes contrôlés par l'Etat, nous faisons exactement ce que nous voulons. Nous pouvons prendre les positions que nous voulons.

Nous pensons à la troisième phase 1981 - 1982^à actuellement.

Après les résultats de la votation Etre solidaires et les résultats de la votation de la loi sur les étrangers, on s'est rendu compte que le même nombre de Suisses qui étaient intéressés et prêts à faire quelque chose était beaucoup moins grand que ce que l'on pouvait supposer. Les résultats en tous cas le montraient et alors nous nous sommes posés la question de ce que nous allions faire. Nous nous rendions compte que la phase du combat disons uniquement politique, uniquement collectif sur les droits des immigrés n'était peut-être pas terminée, mais qu'il y avait d'autres formes de travail, d'autres formes d'explication de la situation des immigrés en Suisse qu'il fallait trouver.

Autrement dit, réflexion au niveau national, au niveau cantonal, Il faut mettre l'accent sur deux thèmes fondamentaux, c'est le thème de l'intégration, meilleure intégration des immigrés par rapport à la vie locale, cantonale et faire connaître l'avis des immigrés non seulement

au niveau politique, loi, droits, etc., mais aussi au niveau culturel. Tout cela dans le soucis de rencontrer la population, les Suisses et d'essayer, c'est un travail de longue, longue haleine, de changer cette mentalité des Suisses qui refusent, qui ^{rebo} ~~refusent~~ les étrangers. Nous l'avons encore ^{vecu} ~~vu~~ à Genève il y a un mois au niveau des élections municipales où le parti Vigilant a gagné plus de 7 sièges en Ville de Genève - Vigilant qui est un parti d'extrême droite - il faut que d'une manière ou d'une autre on arrive à faire comprendre la situation des immigrés, que les Suisses, les genevois les acceptent mieux, les ressentent mieux que c'est le cas actuellement. Comme moyen de travail, nous nous sommes donnés deux moyens: d'une part, étendre, développer le travail des groupes de travail. Nous pensons que c'est dans ces groupes de travail, école, saisonniers, travail social, culture, intégration à la vie publique que nous rencontrerons les Suisses que nous arriverons à faire s'intéresser des Suisses à ces problèmes et donc avancer dans cette prise de conscience. Autrement dit, nos groupes de travail, qui sont encore très modestes, il faut le dire, nous sommes une quinzaine au groupe saisonnier, une quarantaine au groupe école, une quinzaine au groupe social, etc. Ce n'est pas terrible encore. Mais c'est déjà un début de personnes qui se regroupent et qui s'intéressent à ces problèmes. Donc première manière d'agor: des groupes de travail avec des Suisses et des immigrés. Ce travail de ces groupes sera présenté tout à l'heure dans les différents groupes de travail, donc je ne m'y étends pas.

Le deuxième outil de travail que nous nous sommes donné c'est les manifestations ~~de~~ culturelles à Genève. Nous en avons organisé une au mois de mars dans le quartier des Eaux-Vives: une soirée de fête culturelles des immigrés de six heures du soir à minuit: des groupes immigrés de Genève, espagnols, italiens, turcs, pièces de théâtre, sketches, poèmes, musique, guitare, chants, danse, etc se sont succédés sur la scène pendant toute une soirée, avec buffet de spécialités italiennes, espagnoles, etc. C'était donc une fête dans un quartier où les artistes n'étaient pas des professionnels, mais des immigrés qui venaient se produire et montrer leur manière de s'exprimer au niveau culturel, musical, théâtral ou autre. Et nous sommes en train de préparer une deuxième fête, qui aura lieu dans un autre quartier de Genève, aux Pâquis, le 28 mai prochain, Nous allons l'améliorer par rapport à la première, c'est à dire que nous faisons participer les paroisses, les groupes de quartier, plusieurs organisations qui sont sur place, qui participent à la préparation de la fête, qui vont amener leurs membres et qui vont participer également à un débat public, le vendredi soir "Être immigré dans le quartier". Et comme c'est un quartier qui est un quartier chaud, où il y a la prostitution, où il y a beaucoup de ~~prostitué~~ réfugiés, où il y a des bistrotiers racistes qui refusent les immigrés, ce sera intéressant de voir quelle sorte de population suisse nous allons avoir et quels échanges auront lieu.

Donc pour nous, c'est cette manière d'être présents dans les quartiers, d'organiser une fête - il y aura une fanfare de cornemuse, un cor des alpes qui va jouer. Tout cela c'est d'être présent dans les quartiers, de rencontrer la population et de dire: voilà les immigrés sont là, les immigrés parlent, dansent, etc. rencontrons-les, connaissons-les mieux, c'est peut-être comme cela que l'on arrivera à faire quelque chose.

Je m'arrête ici. Simplement vous dire encore qu'il y a un projet dans l'air - c'est un peu tôt encore pour en parler - mais cet automne verra notre Centre de Contact devenir le secrétariat officiel d'une communauté de travail sur les immigrés avec des représentants de l'Etat, des syndicats et des immigrés.

Mais le projet n'est pas encore mur, on ne veut pas en parler, mais disons que nous avons bon espoir d'arriver à cette situation où le Centre de Contact sera officiellement l'endroit à Genève, reconnu par l'Etat, où l'on traitera de tous les problèmes de l'immigration avec les responsables cantonaux au niveau politique et syndical. Autrement dit, cette troisième phase - la première c'était rassemblement et défense, la deuxième c'était regroupement des forces au niveau suisse et offensive, la troisième c'était recommencer à la base, essayer de faire mieux comprendre à la base ce qui se passe et en même temps cette troisième phase voit le Centre de Contact devenir un organisme officiel, je l'espère, mais toujours, et j'insiste, en gardant sa liberté car nous ne voulons pas être aliénés et nous voulons toujours pouvoir dire et aux autorités et à qui nous le voulons, ce que nous pensons.

questions

financement
et organisation

Notre financement ne couvre même pas le loyer de nos locaux. Les subventions que nous revenons de la Ville de Genève et de l'Etat ne couvrent pas le prix de location de ces locaux. Nous avons dans cette partie les locaux communautaires pour nos activités communes et nous avons sur le même étage deux appartements de chacun trois pièces que nous sous-louons aux associations membres qui ont ici leur siège. C'est en fait grâce à ces sous-locations et aux cotisations des membres que nous pouvons fonctionner actuellement.

J'ajouterai qu'actuellement, au niveau financier, nous recevons 20'000.- francs de la Ville de Genève et 10'000.- francs de l'Etat de Genève. Avec cela et les sous-locations nous payons le loyer, l'électricité, le chauffage et il nous reste 500 ou 600 francs pour des frais de papier. Nous sommes donc extrêmement limités au niveau financier. Je rappelle que le salaire de Rueid est pris en charge par l'Etat, mais ce n'est pas une subvention directe au Centre de Contact.

Nous sommes organisés comme n'importe quelle association sans but lucratif, articles 60 et suivants du Code civil. C'est à dire que nous avons une Assemblée générale annuelle et un Comité qui, jusqu'à présent était formé des représentants des associations membres et qui se réunit une fois par mois. Je l'ai dit tout à l'heure, leur nombre a diminué. Nous avons donc changé cette structure et actuellement le Comité est formé des représentants des associations actives, 5 ou 6 sur les 18, et de représentants des groupes de travail, ce qui n'était pas le cas avant. Donc chaque groupe de travail délègue deux personnes et chaque association active en délègue deux aussi, ce qui fait que nous avons un Comité de 18 personnes environ. Et c'est ce Comité qui décide des orientations du Centre de Contact, des prises de position, du contenu du bulletin, bref de tout ce qui représente le Centre de Contact à l'extérieur. Et nous avons un bureau qui se réunit chaque lundi matin qui applique les décisions du Comité et qui s'occupe des affaires courantes.

associations
suisses

Les associations suisses membres sont assez restreintes pour l'instant. Il y a en fait la Fédération des Syndicats chrétiens, le Centre Social Protestant, la parti socialiste, le PSO, parti socialiste ouvrier, le Mouvement Populaire des Familles et le Ministère Protestant dans le Monde du Travail et le Comité pour l'abolition du Statut de saisonnier. La difficulté que nous avons eue dès la création du Centre de Contact, je ne l'ai pas mentionné, c'est vrai. En 1973, quand j'ai pris les contacts avec les immigrés, j'ai également pris contact avec les syndicats. Or les syndicats, aussi bien la FOBB, la FTMH,

et les Syndicats chrétiens sont venus aux premières séances mais très vite FOBB et FTMH, donc les syndicats de l'Union syndicale suisse sont partis en disant: le Centre de Contact fait de la concurrence aux syndicats. Si les immigrés veulent s'organiser, ils n'ont pas à s'organiser au sein de nos syndicats, nous sommes là, nous les regroupons et il n'y a pas de raison. Nous leur avons répondu: nous n'allons faire aucun travail parmi l'immigration au niveau professionnel, droit du travail, ça c'est votre part, mais vous permettrez qu'au niveau défense des droits plus général, des lois, d'Etre Solidaires - les syndicats ne voulaient pas adhérer à Etre Solidaires" - au niveau de la culture, de l'intégration par exemple, de la vie de tous les jours, de l'école, vous ne faites rien, vous les syndicats et nous ne sommes donc pas des concurrents. Actuellement nous en sommes encore là. Cela va peut-être un tout petit peu mieux avec la FOBB et la FTMH, mais il y a encore un certain nombre de difficultés. Donc les associations suisses sont peu nombreuses par rapport aux associations d'immigrés.

Et puis alors, ce qui est important aussi, vous l'avez vu dès votre arrivée ici, c'est que nous sommes dans le même bâtiment que l'Université Ouvrière de Genève qui a une section de formation syndicale pour les ouvriers suisses et immigrés et a une section d'alphabétisation pour des travailleurs immigrés et en particuliers des saisonniers. Alors la chance que nous avons c'est que nous collaborons très étroitement: nous ne faisons pas d'alphabétisation et l'UOG ne fait pas de consultations sociales. Donc nous nous envoyons les immigrés d'un étage à l'autre et les liens sont très bons actuellement.

1983

Berthier Perregaux